

Un sénateur américain a affirmé que les attaques par drones de la CIA au Pakistan et ailleurs avaient tué 4.700 personnes, un chiffre encore jamais confirmé par le gouvernement, rapporte la presse américaine aujourd'hui.



Drone Reaper

Le bilan des centaines d'attaques de drones contre des membres présumés d'al-Qaida au Pakistan, au Yémen et dans d'autres pays est un secret d'Etat bien gardé, le gouvernement américain refusant d'évoquer publiquement les détails de ce programme.

Mais le sénateur républicain Lindsey Graham, ardent défenseur de ce type d'actions militaires, a publiquement – et peut-être involontairement – donné un chiffre mardi, lors d'une réunion publique dans son Etat. « *Nous en avons tué 4.700* », a-t-il dit, selon le site local *Easley Patch*, en Caroline du Sud (sud-est). « *Parfois on frappe des personnes innocentes, ce que je déteste, mais nous sommes en guerre, et nous avons tué plusieurs hauts responsables d'al-Qaida* », a-t-il ajouté.

Contactés, les collaborateurs du sénateur n'avaient pas répondu dans l'immédiat sur la source du chiffre avancé par Lindsey Graham. Plusieurs ONG indépendantes tentent depuis des années de comptabiliser, sur la base d'articles de presse et d'autres sources, le nombre de membres d'al-Qaida et de civils tués dans les frappes américaines.

La *New America Foundation*, à Washington, estime à 350 le nombre de frappes effectuées par des drones depuis 2004, la majorité sous le mandat de Barack Obama, qui les a intensifiées. Le bilan se situerait selon ce centre de réflexion entre 1.963 et 3.293 morts, dont 261 à 305 civils. Une organisation britannique, le *Bureau of Investigative Journalism*, avance un chiffre plus élevé: entre 2.627 et 3.457 morts, dont 475 à 900 civils.

L'exécutif américain a mis du temps à reconnaître officiellement l'existence des frappes. La Maison-Blanche assure qu'elles ne sont déclenchées qu'en dernier recours contre des suspects qui ne peuvent pas être capturés et menacent les Etats-Unis. Mais pour la première fois en février, Barack Obama a reconnu que les Américains avaient besoin de plus de garanties que sa seule parole pour s'assurer de la légalité du programme. Et des sénateurs ont demandé la création d'une cour secrète pour valider chaque frappe.

Source du texte : [LE FIGARO](#)